

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.
0_3dTKnoJvQnRzP4-itzzzXML70DOvo81qslcjfcB-QaCS
byI_wbftyRdtIL6wo7NjZI

news-20251212-LMF-eddcmofrc20251212xc66570583232

Nom de la source

Le Monde (site web)

Vendredi 12 décembre 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 1068
mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

COP30 : « Dans un monde bousculé par la crise climatique, l'inaction coûte plus cher que l'action »

Collectif

Dix ans après l'accord de Paris, ce sont les entreprises qui sont en première ligne pour faire advenir la transition et sauver le climat, estime un collectif de personnalités qui défendent les COP, parmi lesquels Véronique Bédague, François Gemenne ou Elisabeth Laville.

Alors que la COP30 a confirmé les limites du multilatéralisme, la transition bas-carbone repose désormais d'abord sur les entreprises, capables d'agir vite et à grande échelle. Belem, au Brésil, aurait dû marquer, dix ans après l'accord de Paris (2015), le moment où la communauté internationale se décidait enfin à organiser la sortie des énergies fossiles. Mais elle restera une occasion manquée, en net recul par rapport aux intentions affichées à Dubaï deux ans plus tôt. Certes, quelques avancées ont été obtenues (adaptation, transition juste, indicateurs mondiaux), mais sans feuille de route contraignante pour sortir du charbon, du pétrole et du gaz.

Quelques pays volontaristes, derrière la Colombie, ont lancé un processus parallèle. Un progrès symbolique : tant que les énergies fossiles resteront au cœur

du système énergétique, aucune trajectoire crédible vers 1,5 °C n'est possible. C'est la limite structurelle des COP : dans un monde polarisé, il est illusoire d'attendre d'un consensus à 200 Etats qu'il tranche seul la question des énergies fossiles.

Les réglementations internationales ne feront donc pas la transition à notre place, malgré les progrès réels : sans les efforts engagés depuis 2015, nous serions proches de + 4 °C. Et 2024 a marqué un tournant avec 90 % des capacités énergétiques additionnelles désormais électriques et bas-carbone, tandis que les émissions chinoises cessent d'augmenter.

Point de bascule décisif

Alors que l'enjeu n'est plus de commenter les déclarations politiques, mais de déployer concrètement les solutions existantes, notamment grâce à l'électrification qui est la voie la plus rapide et crédible pour réduire les émissions, la responsabilité se déplace vers les acteurs capables d'agir vite et à grande échelle.

D'un côté vers les Etats, bien sûr, mais aussi, et de plus en plus, vers les entreprises de toutes tailles qui n'attendent

plus les sommets mondiaux pour avancer — malgré le « backlash écologique » et les reculs réglementaires. Plus de la moitié des dirigeants, contre un tiers en 2018 (Bain, 2025), cite désormais l'intérêt économique comme première motivation : baisse des coûts, résilience des chaînes de valeur, attractivité pour les talents, accès au capital. Les entreprises qui vont le plus loin dans la décarbonation — jusqu'aux produits — ont même quatre fois plus de chances d'en retirer un bénéfice (BCG, 2024).

Ce point de bascule est décisif. Nous sortons de l'ère des injonctions et des promesses pour entrer dans celle des preuves. Dans un monde bousculé par la crise climatique, l'inaction coûte plus cher que l'action, et la transition n'est plus un renoncement mais une stratégie de compétitivité, qui suppose aussi de réduire ses émissions en valeur absolue, quel que soit le niveau d'activité.

Dynamique interne aux entreprises

Puisque les normes internationales patiment, la dynamique interne aux entreprises industrielles, financières ou de services devient l'une des principales forces d'entraînement de la transition.

Documents sauvegardés

Elle ne repose plus seulement sur la vertu d'une minorité pionnière, mais sur un arbitrage rationnel qui parle à la majorité silencieuse – entre risques physiques ou réglementaires et opportunités d'innovation ou d'obtention de nouveaux marchés.

Et cette dynamique doit désormais mobiliser toute la chaîne économique (grands groupes, PME et start-up), mais aussi les entreprises des pays émergents, qui ont besoin d'un accompagnement spécifique pour franchir les mêmes étapes.

C'est une bonne nouvelle – car sans l'engagement précoce de milliers d'entreprises depuis trente ans, de nombreuses solutions bas-carbone (énergies renouvelables, mobilité partagée, agroécologie, matériaux alternatifs...) seraient restées des niches. Ces entreprises pionnières ont inventé, testé et diffusé de nouvelles technologies et des modèles d'affaires : elles en ont prouvé la viabilité, ont créé des labels, éduqué leurs marchés, influencé les décideurs...

Certaines sont allées jusqu'à s'imposer une taxe volontaire pour la planète, représentant jusqu'à 1 % de leur chiffre d'affaires dans le cadre du mécénat (fonds de dotation 1 % For The Planet), ou à créer une fondation actionnaire, qui utilise les dividendes pour soutenir des projets d'intérêt général. Partout, des mouvements comme B Corp, l'économie sociale et solidaire ou les sociétés à mission, soutenus par des institutions comme l'Ademe, SBTi [science-based target initiative] ou l'ISSB [International Sustainability Standards Board, chargé de la normalisation comptable extrafinancière], ont tenu le cap et fait émerger un nouvel imaginaire entrepreneurial.

Des règles cohérentes

Leur rôle ne se limite plus à innover : il s'agit désormais de massifier les solutions existantes. Cela suppose visibilité, pédagogie et communication – pour éviter le « greenhushing », ce silence qui tétanise le débat et laisse penser que la transition serait minoritaire. Mettre en récit les avancées, c'est rendre la transition non seulement acceptable, mais désirable – pour entraîner clients, investisseurs, concurrents et collaborateurs...

Pas question pour les entreprises de se substituer à la puissance publique, mais elles peuvent en revanche faire valoir une influence positive, orientée vers des règles cohérentes avec la transition – car seule l'action politique peut garantir une transition juste, protéger les plus vulnérables, corriger les distorsions de concurrence et supprimer les subventions aux énergies fossiles. Les pionniers, si audacieux soient-ils, sont souvent freinés par des règles du jeu inadaptées.

La COP30 aura donc surtout révélé la nécessité d'un nouveau partage des rôles : un cap international a minima ; des politiques nationales cohérentes ; et des entreprises sur le front pour innover, déployer, accélérer, donner envie et entraîner leur écosystème. Après la déception de la COP de Belem, le cynisme est tentant. Mais nier les causes du changement climatique n'en fait pas disparaître les effets, visibles et dévastateurs. Nous faisons donc le pari inverse.

Liste des premiers signataires : Véronique Bédague, PDG de Nexity ; Jean-Paul Berthomé, président des Laboratoires Expanscience ; Julien Carmona, président de Crédit mutuel Arkéa ; François Dutilleul, président de

Rabot Dutilleul ; Laurent Germain, directeur général d'Egis ; François Gemenne, professeur à HEC ; Henri Godron, président de Biocoop ; Elisabeth Laville, fondatrice d'Utopies ; Bertrand Piccard, président de la Fondation Solar Impulse ; Jean-François Rial, PDG de Voyageurs du monde ; Jonathan Sebbane, directeur général de Sogaris ; Philippe Zaouati, PDG de Mirova.

Retrouvez la liste complète des signataires ici

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/12/12/cop30-dans-un-monde-bouscule-par-la-crise-climatique-l-inaction-coute-plus-cher-que-l'action_6657058_3232.html